

“On ne soigne pas une infection grave avec de l’homéopathie”

Les vacances qui s’achèvent n’entreront pas dans l’histoire pour avoir été chaudes... hormis sur le plan économique et financier. Rudi Thomaes fait le bilan et envisage l’avenir.

TEXTET **POL BRACKE**

PHOTO **LIEVE BLANCKAERT**

BUDGET DU VIEILLISSEMENT : DONNER DU POIDS À L’ÂGE

Le Comité d’étude sur le vieillissement a examiné deux scénarios politiques : un scénario où la prépension et la pension anticipée sont drastiquement revues à la baisse (respectivement -74% et -22%) et un autre scénario, où les conditions de carrière pour avoir accès à la prépension et à la pension anticipée sont revenues à la hausse (à savoir 40 ans au lieu de 35 ans). Entre 2010 et 2060, le coût budgétaire du vieillissement serait de 4,3% du PIB dans le premier scénario, ce qui revient à une économie de 1,3%. Dans le deuxième scénario, le coût du vieillissement s’élèverait à 5,5%, soit une économie de 0,1% du PIB.

Cela montre, selon Rudi Thomaes, que, si l’on veut être certain de contribuer de manière significative au budget du vieillissement, il faut accorder beaucoup de poids à l’âge, plutôt qu’au nombre d’années d’activité professionnelle. “En d’autres termes, pour faire vraiment la différence au niveau budgétaire, il faut supprimer la prépension par des mesures rigoureuses et relever rapidement l’âge d’accès à la pension anticipée. Il faut par ailleurs ouvrir le débat sur les périodes assimilables (crédit temps, chômage, prépension), ne serait-ce que pour le calcul de la pension, la deuxième dimension importante du dossier des pensions”, conclut le patron de la FEB. ◀

Les nouvelles alarmistes se succèdent. **Les perspectives sont-elles effectivement sombres pour nos entreprises ?**

“Nous devons nous garder de tout défaitisme. Pour les entreprises à profil international qui ont su miser sur les nouveaux pays émergents, les perspectives ne sont pas mauvaises. Et je ne parle pas seulement de l’Asie et de l’Amérique latine, mais aussi de pays plus près de chez nous comme la Pologne. Si les choses tournent bien pour l’exploitation des immenses réserves de gaz de schistes qui ont été données en concession, l’économie de ce pays recevra un coup de fouet à faire blêmir l’économie néerlandaise. Mais en Belgique, comme dans le reste de l’Europe occidentale et aux États-Unis, la confiance des consommateurs est au plus bas et les investissements se font attendre. Cela est dû à l’impact des assainissements attendus, mais c’est aussi, hélas, pour beaucoup une question de psychologie et d’esprit grégaire. Nous sommes entraînés dans la tourmente internationale. Nos chances, nos risques et nos problèmes n’ont encore jamais été autant déterminés à l’échelle internationale et... nous n’avons jamais été aussi intensément occupés par nos propres luttes tribales.”

L’Europe vacille sous le coup de la crise des dettes souveraines. La zone euro est remise en question par certains États membres. Des contrôles aux frontières ont été réintroduits ici et là. L’Union européenne

risque-t-elle d’imposer ?

“Cela ne me paraît pas un scénario réaliste. Mais l’Europe est en très mauvaise passe. Dans les pays en difficulté, la classe politique se sent menacée par les interventions peu démocratiques et souvent technocra- ▶



Rudi Thomaes, administrateur délégué de la FEB

“Avec un minimum d’honnêteté vis-à-vis de l’Europe, le formateur aurait au moins pu proposer la ‘verdurisation’ de l’index”

► tiques imposées par l’Europe, alors que les citoyens et les responsables politiques des États membres forts acceptent certes de payer la facture, mais pas de s’endetter pour la solidarité européenne. Il nous faut mener à bien ce débat très important en Europe afin de parvenir à une nécessaire coordination de la politique socioéconomique et monétaire. D’ailleurs, si les Européens souhaitent encore compter, ils doivent former un seul bloc. Mais je comprends que, compte tenu des tendances populistes, ce message est difficile à faire passer. L’Europe – mais cela vaut également pour les États-Unis – doit se reprendre en main pour fournir une réponse adéquate aux évolutions qui ont lieu en Chine et dans d’autres économies asiatiques. Que cela nous plaise ou non : un cadre européen moderne et solide pour la politique socioéconomique est essentiel pour l’euro et pour la place de l’Europe dans le monde. Nous en arriverons à une certaine ‘germanisation’ de la politique économique. Appelons cela un nouveau modèle “Rhénanie2. vert”, qui rendra notre économie plus compétitive et plus durable.

Voilà l’Allemagne qui revient sur le tapis. Comment se fait-il que l’on fasse sans cesse référence à ce pays ?

“Certains responsables politiques et syndicats considèrent qu’une politique souple de la BCE et le lancement des Eurobonds représenteraient une solution rapide, mais toutes ces questions reviennent, pour l’Allemagne, à assurer une garantie ou, à la limite, des quantités colossales de liquidités. Allemagne est le seul pays qui peut encore faire la différence en matière de confiance. Il y a, certes, encore beaucoup de travail dans le secteur des services, et l’industrie est confrontée à terme à un manque dramatique de 250.000 ingénieurs, alors qu’à peine 170 diplômés entrent dans le pays chaque année. Toutefois, les Allemands exigeront de chacun une discipline de fer à laquelle nous ne sommes pas habitués dans notre pays. J’en veux pour preuve l’attitude défensive belge face à la demande de l’Europe d’ajuster notre système d’indexation. Cela reste non négociable. Plus encore : dans la note Di Rupo, l’indexation est tout simplement bétonnée. Avec un minimum

d’honnêteté vis-à-vis de l’Europe, le formateur aurait au moins pu proposer la ‘verdurisation’ de l’index. Cela exigerait notamment de ne pas gonfler davantage le handicap salarial par le passage à l’énergie verte et d’encourager un comportement écologique. L’Allemagne s’engage à 100% pour le scénario vert. Pourquoi cela ne serait-il pas possible ici aussi ?”

On a déjà beaucoup glosé et écrit au sujet de la note Di Rupo justement. Quel est votre avis à ce sujet ?

“C’est un document détaillé qui n’est certainement pas une copie du programme du PS et qui forme une base valable pour les négociations. Il est évident que le formateur et l’équipe qui l’entoure y ont planché avec sérieux. Mais les mesures qui y sont présentées sont très insuffisantes. Il ne sert à rien de soigner une infection grave avec de l’homéopathie. Il faut de puissants antibiotiques. Et c’est bien là le problème : les remèdes de Di Rupo ne sont pas suffisamment drastiques. Par ailleurs, il accorde beaucoup d’attention aux nouvelles recettes, mais l’exercice reste limité en ce qui concerne la réduction des dépenses.”

Que proposez-vous en matière de réduction des dépenses ?

“Dans les pays qui nous entourent, une part importante de l’assainissement est réalisée au niveau de l’administration publique : les fonctionnaires qui partent à la retraite ne sont que partiellement remplacés, les institutions ou les structures devenues superflues sont supprimées. La Belgique ne peut y échapper, d’autant plus que nous péchons déjà au niveau de l’efficacité des pouvoirs publics : le nombre de fonctionnaires a augmenté de 22,6% au cours des 15 dernières années, alors qu’il a chuté de 10% chez nos trois voisins. Mais de plus amples efforts doivent également être réalisés au niveau régional et local. Les bourgmestres flamands se plaignent par exemple que les subventions pour la politique relative à la durabilité, au logement, à la culture et à la jeunesse sont systématiquement associées à de nouvelles embauches et, en Wallonie, les pouvoirs publics veulent encore trop souvent en faire trop. La FEB a ►

- affaire à toutes sortes d'organes de consultation qui, ces 20 dernières années, ont poussé comme des champignons, alors qu'ils auraient souvent très bien pu s'intégrer dans les structures existantes. Il faut réduire ce phénomène. Il est devenu inabordable et entraîne beaucoup trop de doubles emplois. Bref, dans l'ensemble, le gel nominal (que le formateur prévoit pour 2 ans) peut et doit être maintenu jusqu'en 2015."

Le volet fiscal de la note Di Rupo n'a pas reçu un très bon accueil au sein de la FEB...

"Dans sa note, Di Rupo ne semble pas tirer profit des meilleures pratiques mais, au contraire, pratiquer un 'picorage' fiscal. C'est comme si, dans certains domaines, il avait cherché les systèmes les plus stricts d'Europe. Nous sommes surtout très déçus par l'impôt sur les sociétés. Di Rupo rend plus strict le régime des revenus définitivement taxés (RDT) et va à l'encontre de la tendance actuelle en prescrivant plus de double imposition. C'est exactement le contraire de ce dont nous avons besoin, c'est-à-dire une exonération à 100% concernant les RDT.

Par ailleurs, pour l'impôt sur les sociétés, l'exonération sur les plus-values se ferait dorénavant aux mêmes conditions que celles applicables aux dividendes. Une telle mesure est très dommageable tant pour les holdings et le secteur financier que pour les PME, car les règles belges seraient ainsi beaucoup plus strictes que celles des pays concurrents, alors que les plus-values seraient taxées à un tarif beaucoup plus élevé, de 34%. Ces propositions provoqueraient par conséquent la fin de l'attractivité des différents régimes fiscaux sur lesquels la Belgique fonde sa communication depuis plusieurs années. On enverrait ainsi un signal très négatif aux investisseurs."

Une question d'un autre ordre, mais indéniablement cruciale : le dossier relatif à l'alignement du statut des ouvriers sur celui des employés. Arrivons-nous à sortir de l'impasse ?

"Nous n'avons pas le choix. Ce dossier est d'une importance vitale, notamment pour la survie de notre tissu industriel et pour la construction de logements abordables. Les entreprises souffrent déjà fortement du handicap salarial. Rewin, une société de développement au sein du Brabant occidental aux Pays-Bas, mène une campagne de marketing qui

REMETTRE LA SNCB SUR LA BONNE VOIE

Les entreprises publiques comme le Groupe SNCB ne peuvent échapper aux mesures d'économie, souligne Rudi Thomaes. L'efficacité de la société des chemins de fer belges est beaucoup trop faible comparée aux Pays-Bas ou à la Suisse : le Groupe SNCB emploie beaucoup de personnes pour les activités qu'il effectue. Les contribuables, qui versent chaque année 3 milliards EUR au Groupe SNCB, sont donc au moins en droit d'attendre en contre-partie que ces sommes soient administrées avec soin et efficacité. Ajoutons également que la SNCB ne sous-traite presque aucune mission au secteur privé – même lorsqu'elle ne fait pas partie de son cœur de métier – avec souvent, à la clé, des frais élevés. La SNCB doit par ailleurs se préparer à la libéralisation du trafic intérieur des voyageurs, attendue d'ici 2017 à 2019. "Sans réformes radicales du fonctionnement du Groupe SNCB, je crains que nous ne poursuivions l'assainissement avec une deuxième Sabena", redoute Rudi Thomaes. "Il est heureusement possible, au cours des prochaines années, de ne remplacer que partiellement le personnel partant en pension et de réaliser des réformes. Ce ne sera néanmoins possible que si la mainmise des acquis syndicaux et de l'action syndicale est ramenée à un niveau socialement acceptable au sein de la SNCB." ◀



"La FEB préconise d'attirer des fabricants de batteries d'Extrême-Orient très actifs"

encourage les entreprises à se 'beneluxer' et réalise, dans ce cadre, une simulation des coûts d'établissement et d'exploitation à Bruxelles, Anvers et Breda. C'est Breda qui revient le moins cher financièrement, et la différence est frappante au niveau des coûts salariaux et de notre système de préavis coûteux et complexe. Nous devons de toute urgence parvenir avec les partenaires sociaux à une vision industrielle commune qui crée des emplois, également dans les nouveaux segments industriels. Dans le contexte des voitures électriques de demain, la FEB préconise d'attirer des fabricants de batteries d'Extrême-Orient très actifs. La Belgique a des atouts dans ce domaine : l'industrie automobile est bien représentée ici et nous nous en sortons bien sur le plan logistique. La FTGB parle volontiers 'd'emplois de qualité'. Eh bien, nous pouvons les créer au sein de l'économie verte. J'espère donc que les syndicats prendront leur responsabilité. Aujourd'hui, certains plus que d'autres mettent trop souvent en jeu la crédibilité de la concertation sociale." ◀